

**Zeitschrift:** Bulletin technique de la Suisse romande  
**Band:** 104 (1978)  
**Heft:** 24: SIA spécial, no 5, 1978

## Sonstiges

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 16.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Editorial

### Energie nucléaire : après un pat en Autriche

Le 14 novembre devait être révélé le résultat de plusieurs années de travail de la part de la Commission fédérale pour une conception globale de l'énergie. Par un de ces accidents de parcours qui ont une fâcheuse tendance à se multiplier à Berne, le texte français de l'étude n'était pas disponible à cette date, de sorte que la présentation a été renvoyée à l'année prochaine... Moindre mal, dira-t-on, que deux ou trois mois de plus après les années qu'a prises l'élaboration de la nouvelle conception.

Pourtant, à lire nos journaux, on se rend compte qu'un peu plus de clarté dans le domaine de l'énergie serait souhaitable. On pourrait imaginer que la Commission jouisse d'une audience plus large que les spécialistes qui se sont exprimés jusqu'à ce jour, même si elle ne fait que reprendre les faits mis en évidence par ces derniers. Dans la perspective d'un scrutin assez proche sur le « contrôle démocratique du nucléaire », une information aussi complète que possible, non seulement crédible mais crue, sur le rôle de l'énergie nucléaire dans notre approvisionnement serait la bienvenue.

On l'a assez proclamé, l'énergie nucléaire est un sujet qui nous concerne tous (truisme, pourra-t-on nous reprocher ; mais les autres formes d'énergie, qui nous sont tout aussi indispensables, ne mobilisent guère les esprits...). C'est dans cette optique que les Autrichiens se sont prononcés il y a trois semaines sur la mise en service de la première centrale nucléaire de ce pays. Pour la première fois depuis 1945, les électeurs pouvaient s'exprimer, par la voie du référendum, sur un sujet d'importance nationale, ce qui souligne le poids conféré au problème de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Cette prise de conscience ne serait-elle pas si vaste que l'on veut bien le dire ? Toujours est-il que plus d'un tiers de l'électorat a renoncé à s'exprimer. Etant donné la nouveauté de ce genre de scrutin, l'abstention ne peut guère être attribuée — comme chez nous — à la lassitude de l'électorat. Il faut donc admettre que le réflexe de peur souhaité par les adversaires de l'énergie nucléaire n'a que peu joué, de même que la perspective de restrictions dans la fourniture de courant évoquée par les industriels, par exemple.

On a pu lire que l'enjeu de ce scrutin était surtout de politique intérieure, donc que le résultat ne revêtait que peu de signification en ce qui concerne l'opinion populaire sur l'énergie nucléaire. Nous ne pouvons pas en juger ; si cela était le cas, ce serait faire preuve de bien grande légèreté que de subordonner un débat, que l'on veut d'une importance capitale jusqu'aux générations futures, à des passions partisans. On pourrait évidemment y voir une explication au taux relativement faible de participation.

Quoi qu'il en soit, l'Autriche se trouve dans une situation peu enviable : disposant d'une centrale nucléaire prête à entrer en service, ayant coûté un milliard de francs suisses, elle ne pourra la mettre en marche, par la volonté de 31 % seulement du corps électoral. Détail important : la moitié de la somme investie l'a été par des collectivités publiques. Il incombe maintenant à ces dernières d'éponger les frais engagés, de participer aux éventuels coûts de transformation ou de démolition de la centrale de Zwentendorf et enfin — last but not least — de trouver d'autres sources d'approvi-

sionnement électrique. La comparaison avec une situation de pat au jeu d'échecs s'impose.

La raison de l'impasse est simple : ce n'était pas un véritable choix qui était proposé aux Autrichiens, pas plus qu'il ne sera proposé dans notre pays lorsqu'il s'agira de se prononcer sur l'initiative pour un « contrôle démocratique du nucléaire ». L'alternative « Nucléaire : oui ou non » se situe en dehors de la réalité, comme l'Autriche va devoir en faire la dure expérience.

La question qu'il conviendrait de pouvoir poser serait : « Le nucléaire ou quelque chose d'autre. » Sans le moins du monde vouloir affirmer que l'énergie nucléaire est la seule source capable de nous assurer un approvisionnement suffisant, force nous est de constater qu'il n'existe aujourd'hui et dans un proche avenir aucune source capable de prendre le relais. Cela est si vrai que les centrales nucléaires fournissent d'ores et déjà le quart de l'électricité, grâce notamment à un taux d'utilisation absolument remarquable. Il faudra encore de longues années pour qu'une ou plusieurs sources d'énergie puissent prendre le relais. Même le « contrôle démocratique du nucléaire » ne peut rien changer à ces faits.

Il convient donc de se défier de ces alternatives en forme d'ultimatum, qui cristallisent les passions sans résoudre aucun problème, remplaçant la discussion objective par la polémique, balayant d'une affirmation aussi péremptoire qu'infondée les arguments basés sur l'objectivité scientifique : My mind is made up ; don't disturb me with facts !

L'expérience montre que le fonctionnement des centrales nucléaires est suffisamment sûr pour que l'attention se concentre plus sur l'étude d'alternatives qu'à empêcher leur fonctionnement. Il nous semble qu'il serait grand temps que les problèmes énergétiques fassent l'objet d'une approche positive, et non négative comme actuellement, et que cesse enfin la confusion entre risques à probabilité extrêmement faible et nuisances effectives. Lorsqu'on lit qu'il serait question de transformer la centrale nucléaire de Zwentendorf en centrale thermique — alimentée en combustibles fossiles — on est en droit de douter sérieusement de l'existence même d'un bon sens : outre le milliard investi jusqu'ici pour une centrale extrêmement peu polluante, on irait jusqu'à dépenser des dizaines ou des centaines de millions pour lui assurer l'émission de substances reconnues nocives... Ne parlons même pas du fait qu'il est urgent de remplacer le pétrole pour ses applications les moins prioritaires, comme le chauffage ou les transports !

On souhaite vivement que notre pays sache conserver la tête froide et admettre que la compétence des spécialistes leur mérite audience, lorsqu'il s'agit de la sécurité des centrales nucléaires ou du stockage des déchets, par exemple. Ce n'est en aucune façon faire entorse à la démocratie que de confier les tâches aux gens les mieux qualifiés pour les mener à bien. Que signifierait le « contrôle démocratique du nucléaire », s'il nous conduisait à une impasse analogue à celle de l'Autriche ?

JEAN-PIERRE WEIBEL.

P. S. — Nous apprenons que la Tchécoslovaquie mettra en chantier à Dukovany, à 60 km de la frontière autrichienne, une centrale nucléaire comprenant quatre unités de 440 MW, ne répondant pas à des normes de sécurité aussi strictes que la centrale de Zwentendorf.